



Le 28 mars, disons stop aux expulsions et au logement toujours plus cher. Oui à un logement stable et décent pour toutes et tous !

Ce qui marque de façon quasi-continue, depuis de nombreuses années, la question de l'accès au logement en France, c'est l'augmentation constante de son coût pour les ménages, qu'il s'agisse du locatif ou de l'accès à la propriété !

Ce phénomène est alimenté par les pratiques et les comportements spéculatifs des financiers et des propriétaires fonciers et immobiliers qui cherchent avant tout à tirer de leurs investissements un rendement toujours plus élevé et ce avec l'appui des politiques gouvernementales successives qui, plutôt que de contraindre ou d'encadrer cette tendance, la favorise par l'empilement de dispositifs de défiscalisation (Perissol, De Robien, Borloo, Scellier, Dufflot, Pinel...)... et la diminution continue des subventions publiques à la construction de logement sociaux.

Pour les ménages, les effets sont nets :

- 8 millions de personnes sont touchés directement ou indirectement par la crise du logement ;
- 3,5 millions sont mal logés ;
- 150 000 dorment à la rue dont 30 000 enfants !
- 1,5 millions sont en attente d'un logement social tandis que le nombre de jugements d'expulsion locative a presque doublé en 15 ans pour friser les 150 000 ;
- L'État n'arrive même pas à respecter ses propres engagements de relogement vis-à-vis des dizaines de milliers de ménages bénéficiaires de la loi Dalo !

Une autre politique est possible :

- qui permette de mettre fin aux dispositifs de défiscalisation qui encouragent les comportements spéculatifs et la cherté du logement ;
- qui permette la construction effective de 180 000 logements sociaux par an notamment par la mobilisation plus grande de l'épargne populaire gérée par la Caisse des dépôts dont 120 milliards d'euros sont aujourd'hui détournées par les banques sans contrepartie ;
- qui permette la fin des expulsions locatives sans relogement et la réquisition de dizaines de milliers de logements vides ainsi que de bureaux transformables en logements ;
- qui stoppe les tentatives de marchandisation et de privatisation du logement social initiées ou encouragées par le Medef !

Toutes et tous à la manifestation du 28 mars lancée à l'appel d'associations de locataires, de mal-logés et de syndicats de salariés.

Paris, le 25 mars 2015.

**Samedi 28 mars
15 heures
Place de la République.**